

Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 91 (1982)
Heft: 1

Artikel: Problèmes alimentaires mondiaux
Autor: Wenger, Anton
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-549291>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Problèmes alimentaires mondiaux

Responsable du secteur des secours au sein de la Croix-Rouge suisse, M. Anton Wenger présente ici quelques-uns des aspects de l'aide alimentaire, telle qu'elle peut être exercée et vécue par une œuvre d'entraide.

Exprimer mon opinion sur des problèmes de politique alimentaire, cela n'entre pas vraiment dans le cadre de mes fonctions. D'une part parce que je ne suis pas qualifié pour cela, d'autre part parce que cette tâche n'incombe pas à un représentant de la Croix-Rouge. C'est pourquoi celle-ci ne portera que sur quelques-uns des aspects de l'aide alimentaire, telle qu'elle peut être exercée et vécue par une œuvre d'entraide.

La faim: une véritable situation de «catastrophe»

Au sens courant, nous recouvrons sous le terme «catastrophe» des événements à caractère accidentel: tremblements de terre, inondations, cyclones, ou suites de guerre; il s'agit donc de situations exigeant une aide extérieure, tant pour contribuer à la survie qu'à la reconstruction de la région éprouvée.

Mais une définition plus large permet également d'englober dans ce terme une situation de crise à long terme, par exemple lorsqu'il s'agit de réfugiés ou de périodes de grande sécheresse. Si bien que, finalement, on devrait inclure dans le terme «catastrophe» toute situation désespérée remettant en question la survie d'un nombre important d'êtres humains, que ce soit

à cause du chômage, de conditions de sous-développement ou de carences, ou encore de situations sociales et politiques intenable.

Naturellement, il faut nuancer ces différents types de situations d'urgence; car, si un approvisionnement massif en eau et en produits alimentaires s'impose dans une situation A, une intervention du même type peut se révéler contreproductive dans une situation B. Si, par exemple, la qualité de la ration alimentaire distribuée aux adultes lors d'une intervention à court terme ne joue pas un grand rôle, il est important par contre lors d'un programme mené à long terme, d'éviter des carences dues à une alimentation déséquilibrée. Une grande attention doit être observée à l'égard de groupes particulièrement exposés: les femmes enceintes ou les mères qui allaitent, les enfants et les personnes âgées.

C'est ainsi qu'au Bangladesh, on a pu constater, parmi les réfugiés venus de Birmanie, des dégâts fréquents entraînés par une mauvaise alimentation. On a mis sur pied, par la suite, un programme intitulé «treatment feedings programs» qui a eu des résultats spectaculaires. Même des cas de sous-alimentation ou de carence graves ont pu être guéris en l'espace de quelques semaines.

Un autre exemple: parmi les réfugiés cambodgiens, qui ont commencé à affluer à la frontière thaïlandaise à la fin de l'été 1979, nombre d'entre eux, malades et affaiblis, et qui souffraient de sous-alimentation grave n'ont pu être sauvés que grâce à l'intervention de médecins spécialisés dans les problèmes de malnutrition. C'est vraiment impressionnant de voir combien on peut faire beaucoup en partant de peu, si toutefois un minimum de prévisions est observé; tandis qu'une intervention coûteuse n'est jamais synonyme de réussite lorsque des barrières administratives ou des problèmes d'organisation rendent impossible le travail des organisations d'entraide.

Le problème de la nourriture dans les camps de réfugiés

Il arrive souvent, dans de nombreuses situations de ce genre, qu'un grand nombre d'êtres humains soient obligés de vivre sur un espace très réduit; cela pose très souvent des problèmes de nature spécifiquement médicale, hy-

giénique et sociale. Il s'avère donc nécessaire, notamment en cas d'afflux de réfugiés, d'établir des camps, le plus souvent improvisés et éloignés de tout lieu d'habitation. Tel est le cas du célèbre «Refugee Holding Centre Khao-I-Dang» en Thaïlande, établi dans une région peu boisée et vide de toute habitation avant que des routes n'aient été construites en novembre 1979. Par la suite, Khao-I-Dang a abrité jusqu'à 160 000 réfugiés. Il fallait aller chercher l'eau potable à une distance de 50 km du camp. C'est une tâche réellement gigantesque que de parvenir à établir des camps de réfugiés à partir de matériaux locaux et dans la mesure du possible bon marché et dans un laps de temps très court, d'enregistrer les arrivées, de se procurer de la nourriture, d'assurer une assistance médicale en mesure de répondre aux besoins et enfin de distribuer le ravitaillement selon un plan précis. Car là aussi, ces gens ne vivent pas uniquement de pain. Très vite, d'autres besoins, émouvants eux aussi, apparaissent, et il faut s'occuper de rassembler des familles dispersées, créer un service de recherches, s'occuper des enfants non accompagnés, organiser un service postal, etc.

Ce sont notamment ces situations d'urgence à caractère aigu et à long terme qui réclament tout un éventail de denrées alimentaires de première nécessité: ce sont généralement des produits de base tels que le riz, le millet, les haricots, l'huile, le sel et le sucre, le thé, le lait, une nourriture destinée aux enfants pour le cas où ceux-ci ne peuvent être allaités, et si possible encore une préparation combinée riche en protéines, préparée à base de lait, de soja, de blé, de maïs et autres denrées alimentaires de base.

En outre, chaque occasion de cultiver les légumes est aussitôt exploitée; naturellement, le commerce – ou même le marché noir – commence à fleurir, ce qui représente un signe certain de stabilisation de la situation. La préparation des repas mobilise généralement toute la famille, car il n'est pas facile de trouver le bois qui alimentera les nombreux fourneaux.

Les habitudes alimentaires

Il est bien évident que l'on doit tenir compte aussi, dans la mesure du possible, des habitudes alimentaires de

ceux que l'on veut aider; or, la grande difficulté réside ici dans le fait que les interventions de secours sont menées à partir d'excédents provenant des pays occidentaux. Naturellement, pouvoir disposer de moyens suffisants sur place présenterait un double avantage: celui de réaliser des économies de transport et d'être en mesure de respecter les habitudes alimentaires locales. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que l'aide humanitaire n'est possible que grâce à ces excédents.

Concernant la Suisse, il convient de souligner que celle-ci ne représente pas, du fait de sa situation géographique intérieure, un exportateur idéal de produits alimentaires pour les pays du tiers monde. En outre, le fait que l'aide suisse en produits céréaliers consiste le plus souvent à envoyer de la farine, cela peut entraîner une dépréciation du produit en question: en effet, de nombreux peuples préfèrent fabriquer leur propre gruau à partir de grains plutôt que de recevoir de la farine, car ils ne connaissent pas le pain tel que nous le faisons.

Cependant, il ne faut pas non plus renoncer systématiquement à introduire de nouvelles habitudes alimentaires. Prenons un exemple: les pommes de terre et les céréales étaient pratiquement inconnues, voici quelques années, dans l'est du Pakistan. Or, depuis 1971/1972, époque marquée par l'indépendance du Bangladesh, ces produits sont maintenant connus et cultivés.

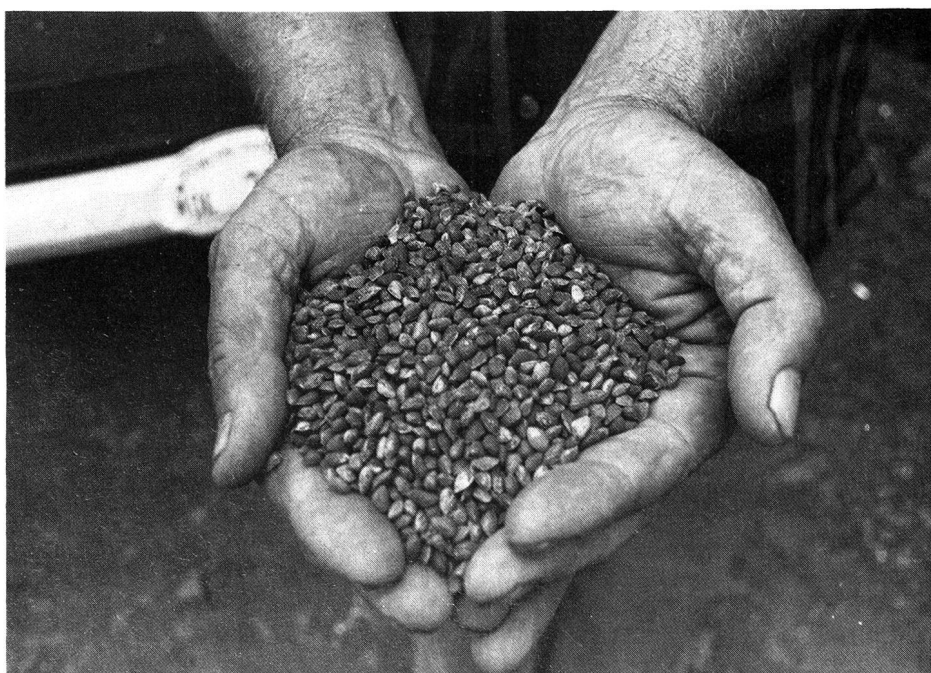
La faim à l'état latent

Examinons maintenant la situation de la faim à l'état latent. Comment peut-on agir ici, si l'on considère les proportions gigantesques du problème? C'est vraiment une question de hasard pour les autorités et les œuvres d'entraide que de déterminer où, dans quelle mesure, sur quelles bases et avec quel engagement elles doivent intervenir. En ce qui concerne les œuvres d'entraide suisses, c'est d'abord une question de moyens financiers qui entre en ligne de compte, si nous voulons réaliser nos livraisons de denrées alimentaires avec un programme d'accompagnement qui s'avère absolument nécessaire si l'on veut éviter des pertes ou des interventions mal préparées. Le but de ce programme d'accompagnement est de renforcer la volonté d'autonomie des pays concernés et de les amener à développer une production et une consommation locales.

Car les organisations d'entraide se rendent bien compte qu'il n'est pas en leur pouvoir de résoudre ce vaste problème de la faim au moyen d'envois de produits alimentaires provenant des pays occidentaux. Il est bien connu que ce sont les pauvres qui souffrent de la faim. Et que c'est encore à eux à qui ne s'offre malheureusement aucune issue pour se libérer de ces livraisons.

Lors d'interventions de secours en cas de catastrophe, l'aide alimentaire représente réellement une question de

(Suite à la page 29)



(Suite de la page 19)

vie ou de mort qu'il n'est même pas besoin, quels que soient les frais, de justifier, car il s'agit d'un véritable devoir éthique; tandis qu'en cas d'aide alimentaire structurelle, les conditions sont tout à fait différentes. Au Cambodge, par exemple, entre 1979 et 1981, une aide extérieure massive pour lutter contre la faim a permis d'endiguer une situation qui aurait pu être catastrophique. Cela n'empêche pas qu'au même moment, des millions d'êtres humains qui eux aussi souffrent de la faim dans de nombreux pays du tiers monde, bénéficient de programme d'entraide.

Pourquoi certains envois de produits alimentaires ne parviennent-ils jamais à leurs destinataires?

Il faut bien se rendre compte que de vastes interventions de secours dépassent, et de loin, les possibilités d'institutions privées telles que la Croix-Rouge. Il est impensable de vouloir distribuer des milliers, voire des millions de tonnes de produits alimentaires en dehors des structures étatiques. Quant à la façon dont l'Etat destinataire met en place son dispositif d'aide alimentaire structurelle, c'est finalement une question politique. Si les dons sont vendus, les pauvres ne peuvent les acheter. S'ils sont distribués gratuitement, on risque d'annuler toute volonté de fournir un effort personnel.

De plus, l'effrayant développement démographique que connaît le tiers monde ainsi que la mauvaise qualité de ses conditions sociales ne feront qu'aiguiser le problème de la faim; je pense, qu'en de nombreux endroits, des situations actuellement à l'état latent, vont se transformer en véritables catastrophes qui risquent de remettre en question – comme ce fut le cas au Cambodge – la survie de tout un peuple. Faut-il alors préconiser l'intervention d'urgence, au détriment de l'aide alimentaire structurelle?

Je suis convaincu que personne ne veut être le témoin du fait que, dans un proche avenir, des centaines de milliers de personnes vont mourir de faim, tandis que nous vivons dans la surabondance. La question est plutôt de savoir si nous voulons encore intervenir avant que le point de non-retour soit atteint.

Pour cela, il faut absolument dévelop-

per des mécanismes qui permettront d'assurer aux plus pauvres du travail et des revenus. C'est le seul moyen pour développer l'économie et pour combattre de manière sensée le problème de la famine dans le tiers monde. Car les interventions ponctuelles, en matière d'aide alimentaire, sont souvent conçues de manière hasardeuse et inadéquate, et réalisées par des gens qui n'en voient pas les conséquences à long terme. Nous ne manquons cependant pas de bons exemples de programmes d'aide alimentaire dont l'action a un grand rayonnement et dont les effets positifs se font souvent sentir au-delà du rayon d'action initial. Mais, naturellement, de tels programmes ne s'épuisent pas en de vaines distributions de nourriture. Les méthodes sont connues (il s'agit essentiellement de mettre sur pied des interventions planifiées et réalisables, en liaison avec des mesures propres à assurer l'autonomie: renforcement de l'autonomie agricole locale, programme de travail pour les chômeurs), mais il manque d'hommes pour les appliquer.

Les coûts qu'entraîne l'aide alimentaire sur le plan social atteindront, selon toute prévision, de telles dimensions, que cela signifiera l'arrêt de mort de millions d'êtres humains. Même si l'on pouvait réunir des moyens suffisants, il y en aurait toujours, parmi les plus pauvres, et selon notre système actuel, qui n'auraient rien.

La faim représente, à mon avis, une forme d'oppression, dont personne ne peut se libérer seul. Car la faim handicape la volonté et provoque, au travers des faiblesses qu'elle suscite, une apathie totale ainsi que des maladies infectieuses qui raccourcissent considérablement l'espérance de vie. Il est bien connu aussi que si elle frappe durant les premières années de la vie, la faim peut être à l'origine de dégâts mentaux et corporels irrémédiables.

C'est une erreur de croire que les êtres qui souffrent de la faim perdent toute lucidité et que, dans le cadre du tiers monde, la mort prématurée d'un homme représente une moindre catastrophe que chez nous. Car là-bas, dans ces régions où s'abat la famine, les mères craignent aussi pour la vie de leurs enfants; comme chez nous, les hommes connaissent le désespoir que provoque la misère.

L'aide alimentaire suisse

En ce qui concerne l'aide alimentaire suisse, notre pays a dépensé, pour l'année 1980, une somme totale de 48 millions de francs: 29 millions ont été dépensés pour les produits laitiers, 12 millions pour des céréales.

Les produits laitiers sont utilisés, pour leur majeure partie, lors d'interventions d'urgence ou ponctuelles dans des régions touchées par la famine. De par ses directives, la Confédération empêche – dans la mesure du possible – les abus ou utilisations contreproductives de produits laitiers. En cas de grandes interventions de secours, le contrôle et la bonne préparation du lait sont généralement assurés. Certes, le problème de l'intolérance à la lactose existe bel et bien, mais se révèle tout à fait insignifiant. De plus, les grandes interventions se déroulent pratiquement toujours sous la surveillance de médecins. En ce qui concerne les céréales, 17000 tonnes ont été distribuées lors de situations de catastrophes. Le reste est engagé dans le cadre de l'aide alimentaire structurelle; dans ce cas, la contribution apportée par la Suisse est difficile à évaluer.

En comparaison avec la production suisse totale de lait, les quantités qui sont destinées à l'aide alimentaire sont infiniment modestes. Elles ne menacent en aucun cas l'équilibre de notre économie laitière.

Ajoutons que, sur le plan de la qualité, les produits laitiers suisses sont absolument irréprochables. A l'inverse de certains pays qui en profitent pour de débarrasser de leurs anciennes réserves, nos livraisons sont de toute fraîcheur. L'emballage est également d'excellente qualité et adapté aux besoins des interventions de secours. Il existe également depuis peu du lait en tablette qui peut être consommé à sec.

Si l'on établit une comparaison sur le plan international, on constate que les produits laitiers suisses représentent 1% de l'aide alimentaire en produits laitiers et un peu moins de 0,3% en produits céréaliers. Ce qui ne représente finalement qu'une quantité négligeable si l'on considère la surabondance dans laquelle nous vivons.